



51
PROGRAMMES

RAPPORT MORAL 2022

 inter aide

198 000
FAMILLES
BÉNÉFICIAIRES



Avril 2023

Sommaire

Introduction.....	3
1. Bilan général des activités 2022 par thématique et par pays	4
<u>a.</u> Accès à l'eau, l'hygiène, l'assainissement, et aux services de maintenance	4
<u>b.</u> Agriculture familiale	10
<u>c.</u> Santé communautaire 4 pays, 32 578 familles bénéficiaires.....	15
<u>d.</u> Education	19
2. Les financements	21
3. Ressources humaines et évolution de la structure	23
4. Perspectives pour 2023	25



Introduction

« *D'une crise à l'autre* » : ainsi pourrait-on décrire les grands événements internationaux qui ont jalonné ces dernières années avec, en arrière-plan, les impératifs « *d'adaptation* » et de « *résilience* » des populations face aux chocs. La crise du Covid-19, le coup d'Etat en Guinée, l'assassinat du Président haïtien et la guerre en Ethiopie qui avaient marqué l'année 2021 ont laissé place à de nouvelles crises politiques et sécuritaires dans nos pays d'intervention : en Haïti notamment, qui reste plongée dans une crise politique et socio-économique ; ou dans les provinces du Nord du Mozambique qui sont le théâtre d'attaques armées de plus en plus fréquentes, ayant forcé la suspension de certains de nos programmes durant l'automne 2022. A ce tableau s'ajoutent les effets de la crise climatique qui s'intensifient et les répercussions économiques de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale...

Ainsi des situations de crises humanitaires peuvent rapidement survenir et prendre le pas sur les contextes de développement, et la distinction entre actions d'urgence et de long terme se fait de moins en moins évidente. Cette **instabilité nous impose, en tant qu'acteur de développement de terrain, de répondre à un fort défi d'adaptation** : celui de trouver des solutions pragmatiques permettant d'assurer la continuité des réponses que nous apportons aux besoins des familles les plus vulnérables, et qui constitue justement l'ADN des équipes d'Inter Aide.

Fort heureusement, 2022 n'a pas été qu'une année de crises et nos équipes ont su s'adapter et trouver des solutions innovantes afin de poursuivre notre objectif d'améliorer les conditions de vie et la résilience des familles, dans nos 7 pays d'intervention.

Au cours de l'année 2022, les équipes d'Inter Aide et de ses partenaires ont appuyé directement plus de **198 000 familles** au travers de 51 programmes dans 7 pays.

Véritables laboratoires d'idées, nos projets à plus large échelle – conservation des sols et production fourragère, extension de services de suivi-gestion-maintenance des ouvrages hydrauliques de plus en plus professionnels, actions de reboisement de plus en plus efficaces ou services de vaccination des poules – interrogent, au-delà de leur pertinence, **notre capacité à promouvoir des modèles dont d'autres acteurs**, privés, publics ou issus de la société civile, **pourraient s'emparer pour répondre aux besoins de très nombreuses familles sur de larges territoires**. Il en est de même pour nos actions en santé et en éducation qui parviennent à proposer des solutions des plus en plus efficaces, avec des effets constatés sur la réduction de la mortalité des enfants ou encore sur les apprentissages des élèves.

Plusieurs éléments fondateurs pour Inter Aide permettent aux équipes de continuer à progresser dans les solutions apportées aux familles :

- Une **présence permanente et sur la durée** des équipes sur le terrain, permettant de comprendre finement les attentes des familles.
- **Un fort engagement, une autonomie et une responsabilisation de l'ensemble des collaborateurs** d'Inter Aide, portés par les chefs de secteur et les responsables finance, **appuyés par la plateforme Inter Aide**, dans une application des principes de subsidiarité.
- Une **culture de l'évaluation continue, formelle ou non**, avec des approches novatrices pour des accompagnements externes sur la durée.

1. Bilan général des activités 2022 par thématique et par pays

Accès à l'eau, l'hygiène, l'assainissement, et aux services de maintenance

7 pays, 107 903 familles bénéficiaires

2022 en quelques éléments :

- Premiers budgets alloués par des Bureaux de l'eau éthiopiens pour former et suivre des fédérations d'utilisateurs
- La délégation par les communes à des ONG locales offrant un service professionnel de suivi-gestion-maintenance des ouvrages démontre toute sa pertinence dans le contexte rural malgache
- Premiers ouvrages mis en service et réparateurs formés en Guinée
- Démarrage sur 2 districts au Malawi en collaboration avec l'ONG locale Base-flow pour alimenter la base de données nationales sur la fonctionnalité des ouvrages
- Développement d'une offre privée de construction de latrines en Haïti
- Près de la moitié des communautés engagées dans la maintenance préventive de leur ouvrage en Sierra Leone dans les territoires ciblés

Principaux axes méthodologiques :

- Développer, en appui aux structures locales (services publics de l'eau, municipalités), des **services de suivi-gestion-maintenance** des ouvrages hydrauliques, adaptés aux capacités des acteurs de chaque contexte :
 - Structuration et renforcement des groupements d'utilisateurs
 - Accompagnement des services gouvernementaux décentralisés
 - Mise en place de réseaux de réparateurs privés et de revendeurs de pièces détachées
 - Délégation des services suivi-gestion-maintenance à des entités professionnelles
- **Répondre aux besoins en nouveaux ouvrages ou en réhabilitations** sur les territoires engagés dans la maintenance, en associant systématiquement renforcement des connaissances et pratiques des familles

ETHIOPIE 8 programmes dans 4 zones (Gamo Gofa, Wolayita, Dawro, Kembata)

- 22 208 familles bénéficiaires
- 1 ONG partenaire locale : Community Based Development Initiative Association (RCBDIA)

Inter Aide et son partenaire local RCBDIA interviennent dans 16 districts montagneux répartis sur 4 zones des régions Sud et Sud-Ouest de l'Ethiopie. L'accès à l'eau potable reste limité et quand des ouvrages existent, l'absence de gestion et de maintenance réduit dramatiquement leur fonctionnalité. L'enjeu est donc double : mettre en place une stratégie globale de maintenance des ouvrages et construire de nouveaux ouvrages dans les territoires capables d'assurer la maintenance.

1. AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE, L'HYGIÈNE ET L'ASSAINISSEMENT

Inter Aide et RCBDIA ont soutenu les communautés dans la réalisation de 30 captages de sources pour alimenter en gravitaire 59 réservoirs et **81 bornes-fontaines** alimentant **4 139 familles** (25 000 usagers) et 2 écoles (**460 élèves**).

Les sensibilisations sur l'hygiène et l'assainissement, conduites par les agents des bureaux de l'eau, ont permis d'augmenter le taux d'équipement en latrines des familles de 61% à 96%.

Dans ces zones montagneuses, des **Fédérations** regroupant des représentants des usagers de chaque borne-fontaine **sont l'interface entre les usagers et les services publics de l'eau**. Le transfert de compétences techniques et organisationnelles vers ces acteurs constitue l'enjeu majeur en matière de maintenance et de soutenabilité des investissements

Depuis 2021, la gestion des ouvrages, des cotisations et de la maintenance incombe entièrement aux Fédérations (composées de bénévoles), qui emploient et rémunèrent pour cela un Agent de l'Eau.

2. AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES DE MAINTENANCE

Inter Aide et RCBDIA ont **soutenu 145 Fédérations**, qui, grâce à l'embauche d'un **Agent de l'Eau**, assurent le service de l'eau sur leur commune rurale et la maintenance de 1 178 points d'eau, desservant près de **60 000 familles** (300 000 usagers).

Depuis peu, toutes **ces Fédérations sont formées directement par les 16 Bureaux de l'Eau des Districts**, sous la supervision du projet dans le cadre de partenariats visant à :

- **Augmenter le nombre de communes** dont la gestion et la maintenance des ouvrages sont réalisées par des Fédérations d'usagers, et développer plus rapidement leurs capacités.
- **Former les Bureaux de l'Eau** en leur proposant un protocole d'appui et des outils issus de l'expérience d'Inter Aide et RCBDIA.
- **Créer des districts modèles** pour inciter les instances publiques à allouer des budgets pour le soutien aux Fédérations : 10 Bureaux de l'Eau ont pour la première fois perçu **un budget spécifique** (8 000 €) permettant de financer des formations des Fédérations.

GUINEE 1 programme à Koumban

- 2 405 familles bénéficiaires

Le programme est mis en œuvre dans la **Préfecture de Kankan**, en Haute-Guinée. Cette zone a été choisie suite aux prospections réalisées de 2017 à 2019, en raison du niveau élevé de pauvreté des familles rurales de cette région, et d'un **accès réduit à l'eau potable**, en particulier en saison sèche durant laquelle de nombreux ouvrages tarissent. Malgré des besoins importants, très peu d'autres acteurs interviennent dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Le projet cible plus précisément la commune rurale de Koumban, qui regroupe 25 villages et 3 500 familles (28 000 personnes).

1. SENSIBILISATION ET CONSTRUCTION DE POINTS D'EAU

L'équipe du projet a développé plusieurs animations (sessions en groupes, démonstrations pratiques, visites à domicile, jeux pour enfants) et sensibilisé aux bonnes pratiques d'hygiène et au traitement de l'eau à domicile **6 700 personnes** dans les 25 villages de la commune de Koumban.

A la suite des formations, les villages ont amélioré leur assainissement : **689 familles se sont équipées d'une latrine en dur**, sans aucun apport matériel d'Inter Aide. La couverture en assainissement atteint désormais 70% de la commune (contre 43% en début d'intervention) et l'activité se poursuit.

Dans les villages où le taux d'équipement en latrines a atteint 80%, le projet a appuyé la construction ou la réhabilitation de points d'eau protégés. **9 points d'eau ont été réhabilités et 3 nouveaux forages ont été construits**, permettant de desservir en eau potable **720 familles** (3 600 personnes).

2. GESTION ET MAINTENANCE DES OUVRAGES

Les groupements d’usagers des 25 villages de Koumban, appelés « Unités de Gestion du Service Public de l’Eau - UGSPE », qui assurent la gestion déléguée des points d’eau pour la commune, ont été formés pour la mise en place d’un dispositif de cotisations des utilisateurs et la sécurisation des fonds collectés via l’organisme de micro-crédit « Crédit Rural » existant à Kankan.

Enfin, l’équipe a appuyé la commune pour renforcer le **service communal de gestion et de maintenance des points d’eau**. Un deuxième artisan-réparateur privé, ainsi qu’un Chargé communal de l’eau et de l’assainissement, ont ainsi été désignés par la mairie de Koumban, puis formés avec **les Services de l’eau de la région de Kankan (SNAPE)**. La mise en place et le renforcement de ces acteurs communaux se poursuit : c’est un élément essentiel pour garantir la maintenance future des ouvrages.

HAÏTI

2 programmes dans les communes de Maïssade et Hinche

➤ 1 699 familles bénéficiaires

Les équipes du projet interviennent :

- Dans la commune rurale densément peuplée (180 hab./km²) de **Maïssade** (chaîne de montagnes noire) où les besoins en terme de formations à l’hygiène, d’assainissement et d’accès à l’eau potable sont particulièrement forts.
- En périphérie de la ville de **Hinche**, zone rurale à proximité immédiate d’une zone urbaine pour mettre en place des services permettant aux familles d’améliorer leur assainissement.

1. ACCÈS À L’EAU POTABLE, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Les sessions de formation à l’hygiène et à l’assainissement, basées sur des ateliers participatifs en petits groupes et visites à domicile ont permis de sensibiliser **885 nouvelles familles**. Depuis le début de l’intervention, 70% des 4 733 familles initialement recensées ont participé aux séances de sensibilisation.

La construction d’une latrine est généralement la première solution, après le lavage des mains, identifiée par les familles pour limiter les risques de transmission de maladies. **770 familles** ont construit une latrine avec un appui d’Inter Aide pour la réalisation d’une dalle de béton armé, déplaçable quand la fosse de la latrine sera pleine

En termes d’accès à l’eau potable, des finitions ont été réalisées sur le captage de Matika réhabilité en 2021, et l’équipe d’Inter Aide a mené des études de faisabilité pour plusieurs sources. Le blocage du pays au 2^{ème} semestre 2022 a rendu difficile d’envisager des travaux pendant la saison sèche, et au moins 2 chantiers ont été reportés à 2023.

2. RENFORCEMENT DE L’HYGIÈNE DANS LES ÉCOLES

Les 16 maîtres de 3 nouvelles écoles ont été formés pour utiliser les outils pédagogiques développés par l’équipe et dispenser ensuite des leçons sur l’hygiène et l’assainissement à leurs élèves.

702 élèves du préscolaire à la 6^{ème} année fondamentale ont été sensibilisés aux gestes d’hygiène à raison d’une leçon hebdomadaire co-animée par les enseignants et les animateurs, complétée par des rappels faits en classe par les maîtres pendant un mois et demi.

3. APPUI AU SECTEUR PRIVÉ DE L’ASSAINISSEMENT RURAL (PROJET « ASPAR »)

Offrir à chaque famille la possibilité de construire des toilettes sèches de qualité et bon marché, voilà le défi relevé par l’équipe d’ASPAR avec une approche innovante s’appuyant sur une démarche commerciale et 7 maçons formés par Inter Aide. Dans le contexte économique que traverse le pays, parvenir à faire progresser le marché privé de l’assainissement est une belle réussite !

261 familles, identifiées pour la plupart par les 3 « commerciaux » de l'équipe, ont fait construire une latrine par les maçons accrédités. Un nombre croissant de familles (16% en 2022 contre 6% en 2021) ont fait directement appel aux maçons, signe d'un développement progressif d'un véritable marché de l'assainissement.

MADAGASCAR **6 programmes EHA et de maintenance** dans les districts de 4 régions

- 16 328 familles bénéficiaires
- 2 ONG locales partenaires : Soakoja et Tehyna

L'amélioration durable de l'accès à l'eau potable passe par l'établissement et le renforcement de services de gestion, de suivi et de maintenance des ouvrages.

Un modèle en particulier commence à faire ses preuves, celui **d'une gestion déléguée à des ONG locales professionnelles** : Soakoja en Analanjirofo et Analamanga et Tehyna dans le Sud-Est. Leurs services à but non lucratif visant un recouvrement des coûts sont dorénavant systématiquement proposés aux nouvelles communes ; et à celles dont le mode de gestion actuel s'avère défaillant. Les usagers paient **une redevance** très raisonnable et ont en **retour une garantie de l'accès à l'eau**.

Dans les petits bourgs et dans les villages à faible cohésion sociale, des paiements avec compteurs volumétriques sont mis en

43 communes, dont 5 nouvelles, ont été accompagnées cette année permettant les réalisations suivantes :

- **4 151 familles** ont pu accéder à de l'eau potable via (i) 14 nouvelles adductions et 15 adductions réhabilitées desservant 104 bornes fontaine, et (ii) la construction de 15 puits et la réhabilitation de 14 autres, tous équipés de pompes manuelles. Sensibilisées aux messages clés de prévention des maladies diarrhéiques, ces familles ont construit ou réhabilité **3 019 latrines** permettant un taux d'équipement en latrines dépassant les 80% dans les villages appuyés.
- Dans l'ensemble des communes, **442 systèmes hydrauliques desservant 40 591 familles** bénéficient à ce jour de services de suivi, de maintenance et de réparation via les services communaux, les associations locales ou les ONG partenaires.

La délégation totale des compétences de gestion-suivi-maintenance des points d'eau des communes vers des ONG locales professionnelles semble aujourd'hui permettre de garantir l'accès à l'eau potable aux usagers pour un coût raisonnable.

MALAWI **1 programme EHA à Phalombe et 3 programmes de maintenance** dans 15 districts situés dans les régions Centre et Sud

- 24 186 familles bénéficiaires
- 2 partenaires locaux : ONG BASEDA, Entreprise ESS ESS

Dans les districts ruraux où les actions sont mises en œuvre, plus de 80% des points d'eau protégés sont équipés d'une pompe manuelle nécessitant un entretien régulier. **La maintenance des équipements existants représente donc un enjeu central pour garantir l'accès à l'eau potable des familles rurales**. Depuis plusieurs années, Inter Aide met en place des services de maintenance des ouvrages au bénéfice des communautés rurales de districts situés dans les régions très densément peuplées du Centre et du Sud du Malawi.

1. ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET CONSTRUCTION/ RÉHABILITATION DE POINTS D'EAU

Après plus de 10 ans d'intervention, les actions d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ont été clôturées dans le district de Phalombe. **5 nouveaux forages et 2 réhabilitations de points d'eau ont été terminés** en 2022, permettant de desservir en eau potable **420 familles (1 750 usagers)**. Les villages bénéficiaires, sensibilisés en 2021 aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, ont été formés pour assurer une gestion durable de leur ouvrage. En matière d'assainissement, **14 latrines vidangeables** ont été réalisées dans **une école primaire** de Phalombe (3 800 élèves) avec l'implication des familles et des enseignants.

2. RÉSEAUX DE MAINTENANCE DES POINTS D'EAU

Les services de maintenance des points d'eau développés par Inter Aide couvrent désormais **15 districts ruraux des régions Centre et Sud**, où l'on compte près de 30 000 pompes manuelles desservant 7,5 millions d'usagers. **Un réseau de 570 réparateurs privés**, dont 61 femmes, et **158 revendeurs de pièces détachées**, reconnu par les Services de l'eau des districts et directement approvisionné par les fournisseurs privés partenaires (en particulier l'entreprise ESS-ESS) permet aux communautés de trouver les services de proximité pour entretenir leur pompe. Les réparateurs sont intervenus pour **la maintenance ou la réparation de 3 961 pompes**, dont 90% ont été entretenues dans le cadre d'un contrat annuel prévoyant un suivi technique préventif trimestriel. Ces interventions ont permis à **237 660 familles (990 250 usagers) de garantir leur accès à l'eau potable**.

Plusieurs évolutions majeures :

- Le désengagement, fin 2022, dans 10 districts historiques d'intervention, et la fin du partenariat avec BASEDA ;
- Le démarrage dans les districts de Balaka et Mangochi, où le recensement de 11 335 points d'eau mené par Inter Aide a mis en évidence un taux de fonctionnement sans anomalie de seulement 36%.

MOZAMBIQUE

2 programmes EHA et 1 programme de maintenance dans les districts de Memba, Monapo, Mossuril et Nacala

- 8 301 familles bénéficiaires
- 1 partenaire local privé : Skytech

Les activités sont mises en œuvre dans plusieurs districts de la province de **Nampula**, où **l'accès à l'eau potable reste encore aujourd'hui très difficile** pour une grande majorité des communautés. Cette année a été marquée par **le passage du cyclone Gombe et la dégradation de la situation sécuritaire** dans le district de Memba, obligeant à anticiper la fermeture initialement planifiée pour 2023 après 14 ans d'intervention. A souligner ici, l'engagement fort des équipes des projets dans un contexte anxigène, pour maintenir un bon niveau d'activités pour répondre aux besoins des familles.

1. ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE CONSTRUCTION ET/OU RÉHABILITATION DE POINTS D'EAU

Dans les districts de Monapo et de Memba, les formations sur l'hygiène et l'assainissement ont progressivement repris sous la forme d'ateliers participatifs en petits groupes, en parallèle des visites porte-à-porte, devenues la norme depuis la pandémie de Covid-19 : **4 434 personnes ont été sensibilisées**.

A l'issue des formations, les villages ont été appuyés pour améliorer leur assainissement, à travers la construction de latrines familiales en dur : **2 453 foyers se sont équipés**, pour atteindre 84% de couverture en latrines dans les villages impliqués. Parmi les familles appuyées, 120 identifiées comme très vulnérables, ont reçu ou recevront en 2023 un appui spécifique pour s'équiper d'une latrine.

En parallèle, **14 forages** (7 à Monapo, 7 à Memba) et 2 puits protégés (Memba) ont été construits pour **desservir 1 120 familles en eau potable (4 800 personnes)**. Les comités villageois ont également été formés à la bonne gestion et à l'entretien de leur point d'eau.

2. RÉSEAUX DE MAINTENANCE DES POINTS D'EAU

Les 4 districts ciblés, Monapo, Nacala-a-Velha, Memba et Mossuril, comptent 1 800 pompes manuelles (540 000 usagers).

Les équipes ont poursuivi le renforcement et l'autonomisation des services de maintenance des points d'eau en collaboration avec les Services de l'eau des districts et l'entreprise partenaire Skytech qui importe et vend des pièces détachées pour les pompes manuelles. Le partenariat avec Skytech permet de garantir un prix préférentiel pour les revendeurs du réseau.

Aujourd'hui, le réseau comprend **28 réparateurs privés** accrédités par les Services de l'eau et **18 revendeurs** de pièces détachées de pompes, auxquels les communautés peuvent faire appel pour l'entretien de leur pompe. En 2022, les réparateurs partenaires ont réparé **362 pompes**, garantissant un accès à l'eau à **25 340 familles** (108 600 personnes).

En parallèle, près de **100 comités ont été formés** : formations techniques, gestion financière, organisation interne, relation avec les usagers et les leaders locaux... pour qu'ils assurent la gestion et la maintenance de leur ouvrage. Le suivi qualitatif des réparateurs et revendeurs, et les enquêtes de satisfaction menées auprès des usagers ont permis de confirmer **la bonne qualité des services** proposés, bien connus par les usagers.

SIERRA LEONE

2 programmes EHA et 1 programme de maintenance dans les districts de Bombali, Karene, Port Loko et Tonkolili

- 32 776 familles bénéficiaires

L'amélioration des mécanismes de remontée de données fiables du terrain permet aujourd'hui une connaissance fine de l'accès à l'eau potable et un pilotage précis des activités pour **offrir à tous habitants des zones rurales ciblées une solution durable d'accès à l'eau potable**.

1. LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE pour garantir le bon fonctionnement des pompes manuels

Une campagne annuelle de maintenance préventive des pompes manuelles permet d'assurer l'accès durable à l'eau potable.

- Les autorités locales ont été plus fortement impliquées afin qu'elles promulguent **des lois locales** rendant progressivement la maintenance obligatoire dans leur *Chiefdom*.
- **47 techniciens**, certifiés par les Services de l'eau, proposent un service de maintenance préventive pour moins de 10€ par an (pièces & maintenance d'œuvre avec une garantie de 6 mois) à chaque communauté de leur territoire.
- **11 boutiques**, dont l'approvisionnement reste encore fortement lié au projet, permettent l'accès aux pièces détachées.
- **2 391 opérations de maintenance préventive** ont été effectuées sur la campagne 2022, soit sur 43% des installations ciblées.
- Cela permet de **garantir à 119 550 familles leur accès à l'eau potable**.
- **228 réparations de pompes hors d'usage** ont été réalisées, permettant à **9 000 familles** de retrouver un accès à l'eau potable.

2. CO-CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION DE POINTS D'EAU

La forte expérience de l'équipe a permis d'accompagner un nombre important de communautés cette année avec toujours des prérequis forts : la présence d'un technicien dans la zone pour la future maintenance de l'ouvrage, l'apport par les familles des matériaux locaux, la fourniture de main d'œuvre, la construction d'une clôture autour du point d'eau et un assainissement amélioré.

- **10 753 personnes** ont été sensibilisées à l'hygiène et à l'assainissement pour renforcer leurs connaissances, dans 40 communautés où le taux de latrinsation dépasse désormais les 90% (461 latrines améliorées et 232 construites).
- **22 puits et 8 réhabilitations** co-construits pour environ **1 768 familles** (8 840 usagers).

3. TRAITEMENT DE L'EAU À DOMICILE

Dans les petits villages (<150 habitants), la construction d'un point d'eau est difficilement envisageable d'autant que les familles peu nombreuses n'auront pas la capacité de payer la maintenance future. Le traitement de l'eau à domicile offre une alternative pertinente et de mieux en mieux acceptée.

- **26 magasins**, désormais autonomes dans leur réapprovisionnement, proposent du chlore dans un contenant et une formulation adaptés.
- **56 nouvelles communautés (1 120 familles)** ont été formées cette année pour un total de **235 communautés engagées dans le traitement de leur eau de boisson** (4 700 familles).

AGRICULTURE FAMILIALE 5 pays, 47 798 familles bénéficiaires

2022 en quelques éléments :

- 14 000 familles protègent leurs parcelles avec des structures antiérosives végétalisées avec du fourrage pour nourrir leur bétail en Ethiopie.
- Très fort développement du reboisement avec plus de 700 000 arbres plantés sur des terres collectives gérées par des groupes lignagers à Madagascar.
- Plus de 80 000 familles utilisent les services de vaccination des poules contre la maladie de Newcastle au Malawi.
- Près de 140 tonnes d'oignons produits pendant la saison sèche par les familles appuyées en Sierra Leone, activités très majoritairement menées par les femmes.

Principaux axes méthodologiques :

- **Améliorer la sécurité alimentaire des familles**, avec des changements rapides et significatifs permettant de mieux faire face aux aléas climatiques et aux périodes de soudure ;
- **Maintenir des conditions favorables à l'agriculture familiale** dans des espaces densément peuplés en préservant l'environnement et les ressources naturelles : reboisement, conservation des sols...
- **Accroître les revenus tirés des productions agricoles** par le développement de filières rémunératrices et de services agricoles adaptés : conseils, accès aux semences, aux soins vétérinaires, au crédit...

ETHIOPIE 4 programmes dans les zones du Wolayita, Gamo, Dawro et Kembata

- 20 414 familles bénéficiaires
- 1 ONG locale partenaire : Rural Community Based Development Initiative Association (RCBDIA)

Le programme intervient dans la Région Sud pour développer :

- Un projet de mise à l'échelle de **production fourragère combinant conservation des sols et fourrage** pour le bétail, pour maintenir les conditions favorables aux agricultures familiales dans des zones montagneuses densément peuplées, en impliquant les acteurs locaux pour s'approprier et répliquer les solutions les plus efficaces auprès de 40 000 familles en 4 ans.
- Un projet avec l'ONG locale RCBDIA pour permettre aux familles de moyenne altitude du Wolayita de **développer des vergers diversifiés autour du café et améliorer leurs revenus**.

1. AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU FOURRAGE

Le bétail est vital dans le système agropastoral des zones ciblées, pour le lait d'une part, et pour le fumier essentiel à la production de l'ensete, plante cultivée pour sa racine, d'où **une demande forte de fourrage**. Des graminées fourragères issues de pépinières désormais directement gérées par les agents du Ministère de l'Agriculture ont été fournies à **4 039 familles**, formées à leur multiplication. 30 000 familles disposent aujourd'hui d'une quantité suffisante de plants pour étendre leurs ressources fourragères de manière autonome.

Une étude menée avec 20 éleveuses a montré qu'en alimentant à volonté en fourrage et en eau leur vache, **la production laitière augmentait de 52%**. Elles ont ensuite partagé leur expérience avec d'autres femmes pour promouvoir les haies fourragères.

2. RENFORCEMENT DE LA CONSERVATION DES SOLS

Les structures antiérosives végétalisées avec du fourrage répondent au double enjeu de conserver les sols et de produire de la biomasse. Les 1 471 paysans-pairs formés ont appuyé **14 000 familles** pour construire 850km de structures. Dans les zones plus anciennes (7 067 familles), 69% des besoins ont été couverts.

3. INTRODUCTION DE SOLUTIONS COMPLÉMENTAIRES

Des paysans-pairs formés par le projet ont créé 173 pépinières qui ont permis à **1 730 familles** de planter 400 000 arbres et arbustes de différentes espèces dans leur ferme. Des fruitiers et des caféiers ont aussi été produits et seront plantés à la prochaine saison des pluies.

RCBDIA a appuyé **645 familles** dans la plantation de 18 630 arbres (arbres d'ombrage et caféiers, fruitiers) et les a formées sur des techniques de taille et recépage, pour transformer des parcelles peu productives en véritables vergers agroforestiers.

Les équipes appuient également **10 coopératives de café** pour améliorer la qualité de leur café et le vendre à travers une **filière bio et équitable**. Cela a permis de distribuer pour la première fois le profit généré par l'activité caféière, permettant à certains d'accroître de 50% leurs revenus. De plus, la prime liée à la filière commerce équitable, reversée pour la première fois cette année, a permis aux coopératives d'investir dans des équipements (tables de séchage, balances...).

HAÏTI

1 programme dans les zones de Juanaria et Balandry

- 837 familles bénéficiaires

Le contexte sécuritaire demeure très difficile avec des gangs de plus en plus nombreux, principalement dans la capitale mais se repliant parfois dans les villes périphériques, rendant périlleux tout déplacement. Les zones rurales très enclavées où nous intervenons restent préservées des problèmes d'insécurité mais sont également pénalisées du fait de l'impossibilité de vendre certaines productions

en ville, et plus globalement par l'augmentation très forte du coût de la vie. Dans ce contexte, les activités du projet sont pertinentes et essentielles pour éviter que les familles ne tombent dans une vulnérabilité plus grande encore. Environ 1 720 familles vivent dans les zones montagneuses de Juanaria et Balandry.

1. AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

L'accès aux semences de haricots, colonne vertébrale de l'économie familiale et principale entrée monétaire, est vital pour les familles qui n'hésitent pas à s'endetter lourdement auprès d'usuriers pour y avoir accès. Une banque de semences, mise en place et gérée par le projet, facilite l'accès aux semences sous forme de prêts remboursés à la récolte avec un taux d'intérêt de 28% permettant d'augmenter progressivement le volume de prêts. **140 nouvelles familles** ont eu accès au prêt de semences, portant à **561 familles bénéficiaires** de ce prêt fin 2022.

En parallèle, le projet a accompagné **100 familles intéressées** par le **maraîchage** (choux, poireaux, tomates) afin de diversifier leurs revenus et leur alimentation, avec des revenus générés variant du simple au triple suivant les zones et l'implication des familles.

2. PROTECTION DE L'EPARGNE DES FAMILLES

Les animaux, clé de la capitalisation des familles, sont vendus pour faire face à toute dépense conséquente. Pour préserver cette « épargne sur pattes », l'action du projet s'articule autour de :

- **La production de fourrage** : les animaux sont mieux nourris et la plus grande disponibilité de fourrage limite la divagation des animaux et les dommages causés aux cultures. En 2022, **19 km linéaires de fourrage** ont été plantés dans les zones les plus récentes, alors que la dynamique de propagation se fait d'elle-même, sans appui du projet, sur les zones les plus anciennes.
- **Des campagnes de vaccination des poules contre la maladie de Newcastle**, responsable de la majorité des décès, avec une demande très forte des familles. **551 familles bénéficient régulièrement de ce service** (7 235 poules vaccinées).

3. REBOISEMENT, PRESERVATION DES RESSOURCES ET AMELIORATION DE LA FERTILITE

En 2022, nous avons constaté une très bonne dynamique de reboisement avec **55 663 arbres plantés** en lisière de parcelles ou en lignes antiérosives, arbres produits dans 34 pépinières privées initiées par le projet. Une activité pilote visant à expérimenter **des pratiques de protection et de réhabilitation des sols** de parcelles individuelles, en ciblant des familles très vulnérables. **18 parcelles ont été protégées** avec des murs en pierres sèches, renforcés par la plantation d'ananas ou de bananiers.

MADAGASCAR

2 programmes dans les régions du Sud-Est de Vatovavy-Fitovinany et d'Atsimo-Atsinanana

- 8 787 familles bénéficiaires
- 3 ONG locales partenaires : Fédération Fagnimbogna, associations Tsimialonjafy et Taninendry

Deux cyclones successifs en février ont durement affecté les populations de la côte sud-est détruisant de nombreuses habitations et plantations (bananiers, fruits à pain, igname...). La période de soudure alimentaire a par conséquent été particulièrement intense, entraînant une hausse de l'insécurité avec de nombreux vols de cultures sur pied, accroissant encore la vulnérabilité des familles.

1. AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DES FAMILLES

4 085 familles ont été soutenues pour renforcer leur sécurité alimentaire avec la mise en place de cultures de tubercules (30 000 pieds de manioc, 22 500 pieds d'igname, 108 000 boutures de patate douce) grâce à des techniques de production et de multiplication innovantes bien maîtrisées (basket

compost...). **Les femmes de ces familles** ont bénéficié de formations à la nutrition et à l'hygiène et d'un appui pour diversifier leurs cultures : **2 874** sur des parcelles regroupées pour la culture du pois de terre, une légumineuse nutritive très appréciée et de haricots, **1 186** sur différentes cultures maraichères en mettant en avant l'intérêt nutritif des légumes. Bananes plantains (2 400), papayers (6 000) et christophines (2 386) ont aussi été largement diffusés.

267 femmes (100 familles) ont bénéficié d'un accompagnement spécifique sur 27,3 ha de parcelles « *taninendry* », littéralement la terre des femmes, permettant de garantir à toutes les femmes, incluant les très précaires, d'accéder à une terre. Ces terres achetées par l'association malgache Taninendry sont mises à disposition de groupes lignagers de femmes (baux emphytéotiques gratuits de 99 ans) pour leur permettre, ainsi qu'à leurs filles qui n'héritent pas des terres dans cette région, de pouvoir investir durablement sur ces parcelles.

2. REFORESTATION DES COLLINES DÉGRADÉES

3 500 familles appartenant à 344 groupes lignagers ont planté **731 000 arbres** diversifiés sur 457 ha de **terres collectives**. **275 familles et les élèves de 4 écoles** ont reboisé 33 ha de terres **individuelles** avec **52 300 arbres**. 222 structures antiérosives ont été réalisées sur les 540 ha de plantations des 2 années précédentes. Les actions de reboisement ont fait l'objet d'une évaluation externe par le bureau d'étude Eco-consult. → www.interaide.org/pratiques/download/file/2433

« *Les impacts ont été démontrés tant sur la restauration du couvert arboré et la diminution de la fréquence des feux, que sur la cohésion sociale et l'acquisition de compétences techniques par les paysans reboiseurs* » Evaluation Eco-Consult, 2022

3. AMÉLIORATION DE L'ORGANISATION COLLECTIVE DES PETITS PRODUCTEURS ET DU DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES DE RENTE

738 ménages (commune d'Ambalatany) ont été appuyés sur la culture de la vanille. Un partenariat prometteur avec l'entreprise Sahanala devrait leur permettre de vendre leur production de vanille verte à des prix bien supérieurs aux prix (x7) des collecteurs locaux. La fédération Fagnimbogna, qui regroupe **906 familles**, fait l'objet d'une dernière année d'accompagnement sur la filière rizicole avant un relais assuré par le groupe FIFATA en 2023.

MALAWI 4 programmes dans les districts de Lilongwe, Phalombe et Zomba

- 15 738 familles bénéficiaires
- 1 ONG locale partenaire : BASEDA

La plupart des familles disposent de peu de terres (< 0,8 ha par foyer) pour produire suffisamment de nourriture et font face à d'importantes contraintes d'accès au bois pour cuisiner. La forte déforestation accentue la dégradation des sols et détériore davantage les moyens de subsistance des familles, de plus en plus affectées par les impacts du changement climatique. Nos actions visent dans ce contexte à : (1) améliorer la fertilité des terres sur les petites fermes, (2) diversifier et augmenter les récoltes des familles et (3) leur permettre de dégager de nouveaux revenus.

1. SOUTIEN À L'AGRICULTURE FAMILIALE ET AU REBOISEMENT

1 795 familles ont été soutenues pour produire des plants d'arbres dans des pépinières villageoises et ont planté plus de 159 400 arbres (89 arbres en moyenne par famille). La plupart des arbres plantés sont des légumineuses fertilitaires, auxquelles s'ajoutent des fruitiers (papayer, manguier, anone, etc.). Dans le district de Lilongwe, **88% des familles ayant planté pendant 2 années consécutives ont plus de 50 arbres vivants au sein de leurs parcelles, et 52% ont même plus de 150 arbres**. Les élèves de 6 écoles primaires ont aussi été impliqués dans la préservation de leur environnement et ont planté 7 641 arbres.

366 familles ayant démarré des activités de reboisement en 2020 ont été accompagnées pour diversifier leurs cultures et améliorer leurs productions. Ces familles ont doublé la superficie consacrée aux légumineuses (soja, arachide) avec de nouvelles techniques (espace inter-rang, plantation en double rangs) et ainsi **multiplié par 7 les revenus** issus de ces cultures, soit l'équivalent de **2 mois de sécurité alimentaire en maïs pour chaque famille**.

2. SOUTIEN À L'AVICULTURE VILLAGEOISE PAR LE CONTRÔLE DE LA MALADIE DE NEWCASTLE

La vaccination des poules est un enjeu vital pour préserver l'épargne et améliorer la nutrition des familles plus pauvres. Le service de vaccination des poules est mis en place au sein de 3 districts par **495 vaccinateurs privés** (dont **115 nouveaux**), formés en partenariat avec l'ONG locale BASEDA et le gouvernement, et rassemblés en 8 associations comprenant 50 à 100 vaccinateurs. Ces réseaux ont été étendus au sein de 2 nouvelles zones en 2022 et couvrent désormais l'entièreté des districts de Lilongwe et de Phalombe. En 2022, **85 628 familles, dont 17 651 nouvelles familles**, ont fait appel aux services des vaccinateurs formés par le projet, pour un total de 2,9 millions de poulets protégés.

Plusieurs études menées cette année ont permis une meilleure compréhension de la filière bois et de **mieux appréhender les enjeux de genre sur les questions d'accès aux terres**.

SIERRA LEONE

1 programme dans le district Karene

- 2 022 familles bénéficiaires
- 1 partenaire local : Good Heart Farmers

L'année 2022 a confirmé le gros succès de la culture d'oignons en saison sèche, culture traditionnellement conduite par les femmes. L'oignon et les légumes associés (concombres, aubergines, pastèques) apportent des revenus dans une période de creux de la trésorerie permettant de payer les frais de scolarité, d'acheter de la nourriture et les semences pour la saison des pluies. Le projet accompagne également les familles pendant la saison des pluies pour améliorer les techniques de production et les variétés.

1. AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION D'OIGNONS en saison sèche

1 400 paysans (dont 75% de femmes), issus de **1 256 pots¹** ont produit de l'oignon pour la première fois, rejoignant **766 producteurs** encore appuyés dont 203 membres de notre partenaire « Good Heart Farmers » qui produisent désormais depuis plusieurs années. Réunis dans 106 groupes informels, tous situés dans le Chiefdom de Sella Limba, ils ont produit de **136,5 tonnes d'oignons** (66t pour les paysans plus expérimentés de GHF et 70t pour les nouveaux producteurs), soit en moyenne 84kg par agriculteur.

Dans les 67 villages ciblés, **40% des familles se sont lancées en 2021/22 dans la production d'oignons**, signe fort de l'engouement pour cette culture avec pour conséquence une quasi-saturation des marchés locaux. Pour faire face au nouvel enjeu de la vente, 9 points de vente regroupés ont été organisés pour intéresser de plus gros acheteurs extérieurs à la zone de production.

Le succès de la culture de l'oignon, traditionnellement gérée par les femmes, oblige déjà à s'interroger sur **la filière pour permettre l'écoulement des productions** au meilleur prix en dehors de la zone

2. APPUI TECHNIQUE ET INTRODUCTION DE VARIÉTÉS AMÉLIORÉES en saison des pluies

La dynamique créée dans les 106 groupes informels précités permet d'introduire de nouvelles techniques, variétés et espèces, en mettant en place des méthodes de multiplication et de conservation dans les communautés :

- **1 256 pots** ont été accompagnés **pour cultiver l'igname blanc**, récolté en début de période de soudure quand les stocks de nourriture commencent généralement à manquer ;

- **1 016 pots**, tous avec à leur tête une femme, ont bénéficié d'une introduction de la variété d'arachide Malama et d'un nouvel itinéraire technique pour sa multiplication ;
- **800 pots** ont bénéficié de l'introduction de **bananes plantains**, très demandées sur les marchés locaux.

SANTE COMMUNAUTAIRE

4 pays, 32 578 familles bénéficiaires

2022 en quelques éléments :

- Démarrage des activités dans 2 nouveaux districts à Madagascar, où les enquêtes initiales montrent que sur 1000 enfants, 150 n'atteignent pas l'âge de 5 ans.
- Formation de 18 agents de santé de l'Etat pour l'ouverture de cliniques villageoises pour les enfants au sein-même des communautés au Malawi.
- 17 agents de santé et 75 matrones formés au Mozambique, qui permettent de rapprocher l'offre de soins des familles, de mieux accompagner les femmes enceintes, et de diffuser les messages essentiels de santé.
- Démarrage effectif des actions en Guinée avec déjà plus de 4 000 familles sensibilisées pour une meilleure prévention et prise en charge de leur enfant malade, et formation de 52 agents de santé villageois.

Principaux axes méthodologiques :

- **Accompagner l'adoption de meilleures pratiques de santé et d'hygiène** pour :
 - La prévention des principales maladies de l'enfant : paludisme, diarrhée, infections respiratoires.
 - La recherche précoce de soins par les parents en cas de symptômes chez l'enfant.
 - La planification familiale et la santé maternelle : suivi de la grossesse, accouchement au centre de santé et suivi post-natal.
- **Améliorer l'offre de soins dans les structures existantes et la rapprocher des familles** en favorisant le travail des agents de santé communautaires, des matrones traditionnelles, la mise en place de cliniques villageoises ou mobiles.

MADAGASCAR

3 programmes dans les districts de Vohipeno, Farafangana, Vangaindrano et Vondrozo

- 8 132 familles bénéficiaires

Dans le Sud-Est de Madagascar, le climat chaud et humide ponctué de cyclones récurrents, la précarité socio-économique et le faible niveau d'éducation favorisent la propagation de maladies infectieuses (paludisme, diarrhées, etc.). L'accès aux soins est entravé par les distances pour atteindre un centre de santé et par les faiblesses du système de santé (absentéisme du personnel, rupture de médicaments, etc.). L'action, centrée sur les principales pathologies, allie amélioration des pratiques des familles et mise en place d'une offre de soins de proximité au niveau villageois sous l'égide des centres de santé. Après 20 ans d'intervention et une mortalité infanto-juvénile divisée par 2 dans le district de Manakara, nous avons cette année fermé nos activités dans ce district et démarré à Vangaindrano et Vondrozo. Dans ce dernier, très enclavé, **l'enquête initiale montre un fort niveau de besoins avec un taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans atteignant les 150/1000**. Les discussions avec les services de santé de ces districts devraient permettre de proposer une approche innovante, pilotée par ces acteurs locaux avec un minimum d'intervention d'Inter Aide.

1. AMÉLIORATION DES PRATIQUES SANITAIRES

Six nouvelles communes de Vohipeno ont été ciblées cette année : **16 673 personnes** ont été sensibilisées, dont 5 829 femmes. Le district sera entièrement couvert d'ici début 2023.

En parallèle, 167 animations réunissant **10 851 personnes** (soit 38% de la population) ont été mises en place dans 4 communes de Manakara et de Farafangana, afin d'insister auprès des parents de jeunes enfants sur l'importance d'une recherche rapide de soins. L'équipe de Farafangana a développé une nouvelle approche pour déléguer cette action aux Agents de Santé Villageois et formé 160 ASV.

Les dernières enquêtes de mortalité réalisées à Farafangana permettent de conclure à **une baisse de la mortalité des moins de 5 ans de 52%**, passant de 177 décès pour mille à 85 pour mille sur les 11 communes enquêtées.

2. APPUI AUX AGENTS DE SANTÉ VILLAGEOIS (ASV)

Cette année, les Agents de Santé Villageois de Manakara, Farafangana et Vohipeno ont réalisé **156 947 consultations** permettant de traiter rapidement 80% des pathologies au sein même des villages. 20% des consultations ont conduit à un référencement vers les CSB par manque de médicaments. Les efforts se poursuivent pour améliorer l'approvisionnement des ASV par les services publics de santé.

Sur Farafangana, le fort niveau de consultations se maintient malgré une baisse après l'année record de 2021, et sur Vohipeno, le niveau reste encore faible mais progresse. L'indice de consultation moyen sur ces deux districts est de 1,15 consultation par an et par enfant auprès des ASV, pour un taux avant intervention de l'ordre de 0,3.

L'implication de plus en plus forte des chef.fe.s des CSB et de l'équipe du district permet de progressivement transférer le suivi des ASV et de faciliter leur approvisionnement en médicaments par les centres de santé dont ils dépendent.

MALAWI 2 programmes dans les districts de Lilongwe et Phalombe

- 7 220 familles bénéficiaires

La densité de population très forte et l'amélioration des comportements de recherche de soins des familles induisent une forte pression sur les services de santé au Malawi. Les équipes d'Inter Aide s'appuient **les dynamismes communautaires pour encourager les initiatives locales** qui peuvent avoir un fort impact sur la santé des femmes et des enfants, et accompagnent le personnel soignant pour améliorer les soins proposés dans les districts de Lilongwe (région Centre) et de Phalombe (région Sud).

1. AMÉLIORATION DES PRATIQUES DES FAMILLES

Les animateurs des projets ont finalisé les actions dans les villages dépendant de 6 centres et postes de santé (Chiunjiza, Chiwosa, Nazombe, Nambiti et Waruma), appuyés depuis début 2020.

Les comités de santé villageois de ces zones ont participé à une dernière session de formation visant à leur donner une pleine autonomie : **1 171 volontaires** ont été formés en 2022, sur les 1 246 membres initialement impliqués, soit un taux de 94% d'actifs après 3 ans. En parallèle, les animateurs ont réalisé 342 réunions regroupant 11 408 participants et 17 061 visites à domicile.

On estime qu'au moins **6 049 familles** ont participé à ces activités sur les thèmes clefs du projet : prévention du paludisme et des diarrhées, accès aux soins et santé reproductive.

2. APPUI AU SYSTÈME DE SANTÉ

De nombreuses activités ont été mises en place pour renforcer les services de soins, notamment grâce à l'arrivée de nouveaux collaborateurs dans l'équipe qui sont des professionnels de santé à même de

participer aux soins dans les centres de santé partenaires, et d'améliorer les pratiques dans le respect des protocoles.

- **18 agents de santé** gouvernementaux ont reçu la formation leur permettant de prendre en charge les jeunes enfants au niveau communautaire, permettant ainsi l'ouverture de nouvelles cliniques villageoises, offrant un accès aux soins de proximité pour les enfants. Grâce à l'action du projet, en 3 ans, le nombre de cliniques est passé de 17 à 41 à Mitundu (Lilongwe) et de 11 à 18 à Phalombe.
- **Le comité de gestion** a été formé pour 3 centres de santé de Phalombe, et une formation a été mise en place pour les personnels de ces centres en charge de la remontée des données, en partenariat avec les autorités de santé du district.
- **Un logement de personnel de santé** a été construit au centre de santé de Chiwosa pour permettre l'affectation d'une nouvelle infirmière sage-femme, et **une fosse à placenta** a été construite dans le centre de santé de Nambazo.

MOZAMBIQUE

2 programmes dans les districts de Memba et Monapo

- 15 054 familles bénéficiaires

Les districts ruraux de la province de Nampula, malgré des densités de population plus importantes que dans d'autres régions, souffrent d'un manque criant d'infrastructures de santé. De plus, des facteurs socio-économiques et culturels détournent les usagers des structures existantes. En conséquence, les **taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle sont élevés**. Plus des deux tiers des accouchements ont lieu à domicile sans personnel qualifié, et seulement 40% des femmes qui en ont besoin utilisent un moyen de contraception.

Après 5 ans d'appui dans 4 centres de santé ruraux des districts de Monapo et Memba, les équipes ont démarré une extension à Murruto (Monapo) et Pavala (Memba). Malheureusement, **des attaques terroristes**, en lien avec la situation sur la province voisine de Cabo Delgado, ont interrompu en septembre les activités alors que les enquêtes initiales de mortalité et de pratiques confirmaient l'ampleur des besoins. A Memba, le projet a été définitivement fermé, les conditions n'étant plus réunies pour assurer la mise en place sereine d'un projet de développement. Sur Monapo, l'équipe recommence le travail de prospection dans une zone plus au Sud.

1. AMELIORATION DES PRATIQUES SANITAIRES DES FAMILLES

Sur Memba (Chipene), l'accent a été mis sur la sensibilisation dans les écoles car les enfants n'avaient pu être ciblés à cause de la fermeture des écoles durant toute la période de Covid-19. **5 196 élèves** ont suivi 5 sessions en classe (prévention paludisme et diarrhées). Les comités de santé formés par le projet ont effectué **11 534 visites à domicile** auprès de **7 404 familles** afin de renforcer leurs connaissances pour mieux prévenir les principales maladies et améliorer leurs capacités de recherches de soins. **350 familles ont amélioré leur assainissement** en construisant des latrines améliorées avec une dalle en béton réutilisable. 13 lieux publics ont également été équipés.

Les agents de santé communautaire et les matrones traditionnelles ont été intégrés à la stratégie cette année, en tant qu'acteurs pérennes et reconnus, les plus à même d'apporter une offre de soin de proximité tout en diffusant des messages essentiels. **32 agents de santé** (Monapo & Memba) et **116 matrones** (Monapo et Memba) ont été formés.

Sur Monapo, ils et elles ont mené 429 animations, 920 visites à domicile permettant de sensibiliser **14 482 personnes** et d'accompagner **190 femmes enceintes** tout au long de leur grossesse et accouchement.

2. APPUI AU SYSTÈME DE SANTÉ

Cette année, une formation a été réalisée avec les services sanitaires de Memba pour **12 responsables de pharmacie** des centres de santé en vue d'améliorer la gestion des médicaments. Un abri a été construit devant la pharmacie du centre de Caleia pour faciliter ventes et donations de médicaments, notamment en saison des pluies.

La moto-ambulance fournie au centre de santé de Chipene (30 000 personnes) a permis **le transport de 57 personnes, dont 25 femmes sur le point d'accoucher**, avant d'être brûlée lors de l'attaque terroriste qui a ciblé la ville de Chipene.

La maternité ayant été partiellement détruite, l'équipe a permis **la réhabilitation** (peintures, donation de mobilier et matériel médical) pour s'assurer de sa réouverture rapide.

GUINEE 1 programme dans la préfecture de Kankan

- 2 172 familles bénéficiaires

Les communes de Tinti Oulen et Mamouroudou (préfecture de Kankan) ont été sélectionnées car l'accès aux soins est particulièrement faible pour les enfants de cette zone, et peu d'acteurs interviennent au niveau villageois pour proposer des solutions concrètes. De plus, seules 32% des femmes accouchent en structure de santé, et les décès périnataux sont particulièrement élevés. Une équipe locale a été recrutée cette année, composée de 10 personnes (responsable de programme, superviseurs, accompagnateurs des relais communautaires, animateurs, chauffeur, comptable, etc.).

1. AMELIORATION DES PRATIQUES SANITAIRES DES FAMILLES

L'équipe a mis en place un partenariat avec l'association locale AUDICO pour permettre la diffusion de messages à destination des familles. Le but est **d'améliorer les pratiques de prévention et de recours aux soins** pour les maladies citées.

A partir de juillet 2022, les animateurs d'AUDICO ont ciblé 11 villages et réalisé 1 760 visites à domicile ou « causeries éducatives » pour 8 059 participants. On estime que 4 311 personnes, soit environ **1 437 familles** ont bénéficié de ces sessions. Des enquêtes seront réalisées en 2023 pour mesurer l'évolution des connaissances et des pratiques.

L'enquête initiale de mortalité menée de façon exhaustive auprès des 7 326 foyers des 2 communes ciblées confirme une situation catastrophique : **27% des enfants n'atteignent pas l'âge de 5 ans**.

2. APPUI AUX AGENTS DE SANTE VILLAGEOIS (ASV)

Les agents de santé villageois, appelés « relais communautaires », ont le potentiel de devenir un maillon essentiel de l'offre de soin grâce à leur proximité avec les familles. La nouvelle politique nationale définit clairement leur rôle mais peine à se concrétiser par manque de moyens.

Un accord de collaboration a été signé cette année avec la Direction Préfectorale de la Santé de Kankan pour permettre le renforcement des ASV. Dans ce cadre, **le projet a formé les 52 ASV et 5 superviseurs** des deux communes pour la prise en charge des enfants malades.

Suite à ces formations, **848 consultations d'enfants** ont été réalisées par les ASV, dont 39% pour suspicion de paludisme. 85% de ces enfants ont pu être soignés au niveau villageois. L'action des ASV de Tinti Oulen, démarrée seulement à partir de juin, a représenté déjà 29% de l'ensemble des consultations dont ont bénéficié les enfants de cette commune en 2022, si l'on prend en compte les consultations faites au centre de santé.

Cela démontre le potentiel des ASV pour démultiplier l'accès aux soins dans ces zones rurales.

2022 en quelques éléments :

- Poursuite des programmes scolaires malgré un contexte socio-économique difficile avec plus de 13 000 enfants scolarisés.
- Première année d'appui aux écoles de la commune de Marmelade (région Artibonite) présentant un bon taux de scolarisation des 6-11 ans mais un très faible niveau aux tests de connaissance.
- Notre partenaire local Concert Action démarre un appui aux écoles de la commune de Baintet (Sud-Est)
- 574 maîtres et maîtresses formées
- 80% de réussite au test de lecture dans les écoles appuyées de Grand Goâve contre 33% dans les autres écoles de la zone.

Principaux axes méthodologiques :

- **Former tous les acteurs de la communauté éducative** : parents, enseignants, direction, comités des écoles... dans le cadre d'un appui contractualisé avec les écoles, limité dans le temps, avec des objectifs annuels partagés et dans le respect des lignes directrices fixées par Ministère de l'Education haïtien ;
- **Améliorer l'environnement d'apprentissage des élèves** : matériel pédagogique, mobilier scolaire et construction de salles de classes dans les écoles partenaires démontrant leur capacité à progresser.
- **Evaluer les apprentissages des élèves** au travers d'un test standardisé, réalisé en 3^{ème} année d'école fondamentale.

HAITI

4 programmes dans les communes de Lamielle, Verrettes, Grand-Goâve et Marmelade

- 9 461 familles bénéficiaires

L'année scolaire 2021/22 s'est achevée dans un calme relatif, mais la rentrée de 2022/23 a été fortement perturbée par plusieurs crises alimentées par l'inflation galopante, les pénuries de carburant, l'augmentation de la criminalité et des revendications sociales. La rentrée a été repoussée en octobre, puis en janvier 2023, mettant en évidence la fragilité des institutions en Haïti. Il est donc d'autant plus essentiel de mobiliser fortement parents et enseignants pour que les écoles fonctionnent et offrent un enseignement de qualité.

À **Lamielle**, l'appui du projet s'est arrêté comme prévu en juillet 2022. Certains membres de l'équipe ont créé une association locale afin de poursuivre un suivi pédagogique auprès de 17 écoles. Un partenariat a été signé avec Inter Aide pour les accompagner sur l'année scolaire 2022/23. Une initiative similaire est appuyée sur Petit-Goâve et Côtes de Fer avec 3 associations soutenues par notre partenaire Concert' Action.

À **Verrettes**, les bilans de l'année scolaire 2021/22 ont montré une amélioration du fonctionnement des écoles. **Le taux de présence des maîtres progresse** : 90% contre 77% au début du projet. Sans surprise, **on a pu mettre en évidence une relation directe entre résultats des élèves et taux de présence des maîtres**.

À **Grand-Goâve**, deux constructions d'école ont été achevées et une troisième lancée. Dans les écoles montrant une meilleure capacité à faire progresser les élèves : **le taux de réussite du test de lecture**

est de 80% contre 33% sur l'ensemble des écoles de la zone. La formation des parents a permis d'augmenter leur implication et de **doubler le taux de paiement des écolages servant à payer les enseignants.**

Un nouveau projet a démarré sur la commune de **Marmelade** (4 000 familles) avec une nouvelle équipe de conseillers pédagogiques et animateurs. Sur cette commune, **90% des 6-11 ans sont scolarisés mais le niveau est très bas** : seul 37% des élèves réussissent le test de lecture en 3^{ème} année.

Concert'Action a lancé un nouveau programme sur la commune de **Bainet**. 21 écoles (1 566 élèves) ont signé un partenariat pour l'année scolaire 2021/2022 et ont été suivies par la nouvelle équipe d'animateurs pour établir un diagnostic de leur fonctionnement.

Les formations organisées ont permis **de renforcer les pratiques de 574 enseignants.**

176 pupitres et 667 chaises pour le préscolaire ont été livrés, permettant à **1 195 élèves d'avoir de meilleures conditions d'apprentissage.**

CAPITALISATION



Le réseau d'échanges d'expériences et de méthodes « Pratiques » (www.interaide.org/pratiques) partage librement toutes les publications produites par les équipes d'Inter Aide, Atia et ESSOR, ainsi que des synthèses des évaluations menées sur les projets.

Actions d'appui aux agricultures familiales

Plusieurs études et documentations ont été réalisées en 2022, avec notamment :

- Un travail de documentation qui a été poursuivi sur les filières vanille à Madagascar et café en Ethiopie ;
- Une étude de la filière de bois de chauffe sur le district de Lilongwe au Malawi qui montre que les plantations de haies bocagères pour produire du bois de chauffe pourrait constituer une opportunité particulièrement intéressante pour les familles, sous certaines conditions ;
- Des fiches documentant les pratiques à Madagascar en lien avec les activités d'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- Une étude menée conjointement avec AVSF en Ethiopie mettant en évidence les effets sur la production de lait d'une amélioration de la disponibilité en eau et d'une augmentation de la part de protéines dans les rations alimentaires du bétail.

Une évaluation externe a également été réalisée sur les actions de reboisement à Madagascar par le bureau Eco-Consult. L'appui conseil/évaluation mené sur l'ensemble de nos actions par le bureau TERO s'est poursuivi, portant en grande partie sur les possibilités de développement de filières pour améliorer les revenus des familles.

Eau, hygiène, assainissement et maintenance

Afin de partager nos savoir-faire quant à l'amélioration de l'accès à l'eau en zones rurales, 3 documents de capitalisation ont été réalisés :

- Un guide portant sur la conception, la mise en œuvre de latrines dites « Ecosan » dans un contexte de zone rurale isolée au Malawi (District de Phalombe) où les problématiques d'inondations liées notamment au changement climatique justifient ce modèle d'infrastructure surélevé et durable ;

- Une « boîte à outils » sur les volets hygiène et assainissement en milieu scolaire dans le contexte haïtien. Des guides destinés aux maîtres d'écoles, aux élèves, des méthodologies d'enquêtes et de suivi ont été élaborés de manière à renforcer les connaissances et à améliorer les conditions d'hygiène des enfants ;
- Un guide de bonnes pratiques de construction de puits avec cuvelage monolithique destiné à prévenir des problèmes d'ensablements rapides et répétés, causés par la mauvaise conception d'ouvrage dans le Sud de Madagascar.

En 2022, les équipes ont poursuivi leur renforcement de leur approche intégrée des questions de genre. La finalisation d'une étude et d'un appui réalisés par le cabinet de consultance Prospective et Coopération, au Malawi et en Ethiopie, a permis de mettre en avant nos réussites et points d'amélioration ainsi que d'initier de véritables plans d'actions pour la meilleure représentativité des femmes dans les prises de décisions relatives à l'accès à l'eau.

Nous avons enfin mené une démarche transversale d'analyse de nos programmes de maintenance et d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement avec l'appui du pS-Eau, pour renforcer la reconnaissance de la maintenance auprès des acteurs locaux dans les 7 pays d'intervention.

Santé communautaire

La capitalisation est en cours de démarrage sur la santé, grâce à la création d'un poste dédié à mi-temps. Elle permettra d'améliorer la qualité des actions développées dans 4 pays différents (Madagascar, Malawi, Mozambique et Guinée) selon un modèle similaire, adapté à chaque contexte.

- Un premier travail sur les méthodes d'enquête de mortalité a été initié et a permis l'échange de bonnes pratiques entre les équipes. Une note sur les protocoles utilisés sera finalisée et publiée prochainement.
- Une mission d'échange a été réalisée par la responsable de programme santé en Guinée, en charge de l'ouverture de l'action. Elle a visité les différents sites d'intervention à Madagascar, où les méthodologies ont beaucoup progressé au fil des ans. Plusieurs évolutions ont été proposées en Guinée suite à cette visite.
- Enfin, une mission de diagnostic sur les thèmes de la nutrition et de l'appui aux centres de santé a été réalisée en 2022 à Madagascar dans le district de Farafangana, dans le cadre d'un partenariat avec le programme agricole.

2. Les financements

Cette année encore, **l'Agence Française de Développement (AFD)** est le principal partenaire financier d'Inter Aide en 2022, avec sept contrats en cours sur la période. L'année a notamment été marquée par l'acceptation d'un nouveau projet sur les programmes scolaires en Haïti, couvrant une période de

trois ans (mai 2022-2025). Des discussions ont également eu lieu avec l'AFD sur la possibilité d'un financement sur une mise à l'échelle du programme vaccination au Malawi, et devraient aboutir au courant de l'année 2023.

Par ailleurs, la CP Agriculture est parvenue à son terme au mois d'octobre et un nouveau cycle de trois ans est en cours de contractualisation et couvrira la période d'octobre 2022 à novembre 2025 (avec rétroactivité).

Une partie importante des financements publics d'Inter Aide provient également des **Agences de l'Eau**, qui représentent 12% de l'ensemble des financements sur 2022. 5 Agences ont financé des projets en EHA et maintenance en 2022, grâce à la participation financière de nombreuses collectivités territoriales dans le cadre de la loi Oudin-Santini. Le renouvellement du soutien des Agences de l'Eau et la recherche de collectivités partenaires demeurent un enjeu important pour Inter Aide en 2023.

Les **autres financements publics** proviennent de bailleurs internationaux : l'Union européenne pour les programmes EHA et agricoles en Sierra Leone, la GIZ (coopération allemande) pour les projets agricoles à Madagascar et la Direction de la Coopération Internationale monégasque sur le programme santé à Madagascar.

Les **financements d'origine privée** représentent cette année un peu plus de 40% du total des financements d'Inter Aide. De nombreux partenaires privés poursuivent leur appui à nos actions et permettent ainsi de renforcer des relations construites depuis plusieurs années.

Nous avons bénéficié en 2022 du soutien de **nouveaux partenaires privés** : la Fondation Air France sur le scolaire en Haïti, la Fondation allemande EKFS sur le programme santé au Mozambique, pour une durée de trois ans (2022-2024), et l'Eglise Vaudoise, dont le fonds « huit pour mille » a soutenu le projet de santé en Guinée.

Nos **donateurs les plus fidèles** ont continué à soutenir Inter Aide en 2022. Ils nous permettent d'inscrire nos actions sur la durée : les Fondations AnBer, Cassiopée, Cécile Barbier de La Serre, F.A.E.T., Lord Michelham of Hellingly et Générations Solidaires ; les associations Frères de nos Frères, les Amis des Enfants du Monde, et Terre des Hommes Alsace, le LED ou encore Medicor. Nous pouvons également compter sur des donateurs individuels, souvent discrets, qui constituent des soutiens importants pour les programmes d'Inter Aide.

Activité de prospection et résultats

2022	En cours	Positif	Négatif	Total demandes*
Demandes	4	50	21	75
<i>dont prospects</i>	-	3	12	15
% total	5%	67%	28%	100%
<i>% prospects</i>	-	20%	80%	100%

*hors partage de fiches projets

3. Ressources humaines et évolution de la structure

Avec le déploiement des actions menées, l'augmentation de l'effectif global notablement annoncé en 2021 a continué à se confirmer, dans une moindre mesure, en 2022. Pour y répondre, de nombreux recrutements d'expatriés ont été encore cette année concrétisés. Le siège a été renforcé mais devra l'être vraisemblablement encore, si cette évolution est maintenue.

Les recrutements pour le terrain

A **Madagascar**, pour la santé, une mission d'appui au programme de Farafangana a été possible pour quelques mois et un nouveau programme de santé communautaire de réduction durable de la mortalité infanto-juvénile a été lancé dans les zones rurales isolées du Sud-Est et notamment à Vangaindrano. Pour les programmes Agro ou Hydrau, quatre missions, soit deux de plus que l'année dernière, ont été confiées à des jeunes services civiques venues apporter un appui technique à la filière vanille, au reboisement et la lutte contre les incendies, au reboisement bas versants et à un partenaire en EHA. Ces appuis ou études sont très utiles pour une avancée dans une bonne direction des programmes mais requièrent aussi un suivi plus rapproché du jeune volontaire qui a besoin de lignes directrices claires et une aide pour son intégration. C'est pourquoi, un chargé d'appui au secteur a été envoyé sur place pour assurer ce rôle de coordination. Une mission d'appui administratif et comptable à Antananarivo a été aussi créée pour renforcer les équipes du bureau, du terrain et pour améliorer l'utilisation des outils conçus par le siège. Pour les programmes EHA du Sud Est, deux expatriés ont été recrutés pour consolider le programme et renforcer le partenaire local.

Au **Malawi**, la mise en place d'un tandem entre un responsable de programme local et appui technique expatrié a très bien fonctionné. Les programmes vaccination, Agro et agroforesterie ont pu continuer à bien être suivis par de nouveaux responsables de programmes, sous statut de volontaire de solidarité internationale. Un programme Hydrau arrivé à maturité a été fermé et donc l'expatrié n'a pas été remplacé.

Au **Mozambique**, grâce au recrutement du nouveau responsable de programme Hydrau, il y a pu avoir une reprise des activités autour de Monapo. Malheureusement, la dégradation du contexte sécuritaire est venue ralentir les actions.

En **Haïti**, qui connaît une situation toujours tendue, tous les programmes sont désormais suivis par des responsables de programme haïtiens, appuyés par un chargé d'appui expatrié.

En **Guinée**, les responsables de programme recrutés lors de l'été 2021 ont pu suivre les premières activités des programmes EHA et Santé à Kankan.

En **Sierra Leone**, un responsable « Services de maintenance » a été recruté en tout début d'année et une mission d'appui a été mise en place. La mission de traitement de l'eau à domicile se poursuit et est confiée désormais à volontaire qui assure le rôle de responsable de programme. Une courte mission d'appui à la filière oignon a été mise en place.

En **Ethiopie**, les activités ont été nombreuses mais avec une équipe d'expatriés réduite, depuis la fin de l'année 2021. Les chefs de secteur (CDS) et responsables administratifs et finances (RAF) ont assuré de nombreuses et longues missions pour compenser et assurer la transition. De nouveaux recrutements d'expatriés sont prévus pour 2023.

Les recrutements au siège

Une des forces d'Inter Aide est l'autonomie des secteurs, la relation forte entre les CDS de chaque secteur (regards croisés) et des RAF qui font entièrement partie des secteurs. En raison de l'augmentation du volume des activités suivies, mais aussi dans une moindre mesure des délocalisations de certains collaborateurs, il est parfois difficile de maintenir les regards croisés au sein d'un secteur sur l'ensemble des pays. C'est pourquoi, chez Afrimad, une organisation de tandem de CDS par pays a été mise en place. Ainsi, un poste de Chef de Secteur pour l'Ethiopie a été créé et confié à un ancien responsable de programme, Pierre Perrault. La fonction de RAF référent a par ailleurs été introduite pour contribuer les échanges au sein d'un Secteur. Un renforcement de l'équipe RAF d'AfriMad qui a des programmes au volume important s'est révélé de nouveau nécessaire à la fin de l'année 2022 et sera à concrétiser en 2023.

Le recrutement d'une collaboratrice comptable adjoint a pu être concrétisé en septembre 2022, ce qui permet à Geneviève Pigeat, comptable unique depuis 30 ans pour Inter Aide de pouvoir confier la grande partie du suivi comptable d'ATIA mais en conservant la responsabilité notamment de la clôture des comptes pour les deux structures.

Il y a eu une passation pour la fonction de chargé de recrutement en juin 2022. Il n'y a donc pas eu d'interruption ce qui aurait été préjudiciable à l'avancée des programmes alors qu'il y avait beaucoup d'enjeux de recrutement pour le siège et pour le terrain (12 recrutements ouverts à cette période !). L'équipe rh, dédiée aux deux structures Inter Aide et ATIA a fait face à une augmentation forte des effectifs et l'appui ponctuel apporté par une stagiaire en 2022 a confirmé le besoin d'ouvrir un poste d'alternance pour l'année prochaine.

La plateforme chargée de relations avec les partenaires a eu une équipe renforcée entre 2021 et jusqu'à août 2022, avec la création d'une fonction spécifique de chargé de prospection. Depuis septembre 2022, la plateforme ne joue plus ce rôle pour ATIA qui a désormais intégré cette fonction au sein de sa structure. Le renforcement de la plateforme finance apparaît nécessaire en 2023, suite à l'augmentation du nombre de RAF et d'audits avec des programmes aux volumes financiers importants.

EFFECTIF AU 31 décembre 2022 (équivalent temps plein) et son évolution

	Siège			Terrain			Total		
	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2020	2021	2022
Salariés	23,3	24,98	23,5	21,5	20,3	12,75	44,8	45,28	36,25
VSI				14,6	16	24,5	14,6	16	24,5
Stagiaire	1,8			1			2,8		
Service civique					2	4		2	4
	25,1	24,98	23,5	37,1	38,3	41,25	62,2	63,28	64,75

L'effectif total continue à augmenter (avec une évolution, hors prestataire de services, de 59,4 en 2020 à 64,75 en 2022).

4. Perspectives pour 2023

ÉTHIOPIE. Agriculture : les équipes appuieront le développement d'un réseau de paysans-pairs pour améliorer le conseil et les pratiques liées à l'élevage pour les agricultrices. Un autre enjeu sera d'achever les aménagements restants sur la conservation des sols dans les zones d'intervention plus anciennes. **EHAM** : l'un des enjeux de cette année concernera la formation des membres des Bureaux de l'Eau des Zones et des Régions, aussi bien sur les volets maintenance des ouvrages hydrauliques que sur la diffusion du modèle technique de réseau gravitaire adapté à la gestion communautaire qui a été développé par Inter Aide et RCBDIA.

SIERRA LEONE. Agriculture : le succès de la culture des oignons avec une quasi-saturation des marchés locaux oblige l'équipe à s'investir sur la partie aval de la filière pour permettre aux familles d'accéder à des marchés rémunérateurs plus larges et ainsi pouvoir continuer à étendre la filière à d'autres villages. **EHAM** : toujours dans une perspective d'accès à l'eau potable pour tous, le soutien tangible des services de l'eau et des leaders locaux reste la priorité pour que nos interventions ne se fassent que dans des contextes où gestion et maintenance préventive des ouvrages sont devenues une priorité. Le renforcement du réseau des techniciens de pompe, bras armé de la maintenance, demeurent une priorité avec une réflexion engagée sur la structuration et l'encadrement de ces opérateurs privés.

HAÏTI. EHAM : l'équipe de Maïssade poursuivra la sensibilisation de nouvelles familles à l'hygiène et à l'assainissement et devrait appuyer la construction de deux ouvrages. L'équipe du projet ASPAR devrait être renforcée par 2 nouveaux démarcheurs pour développer leur offre de construction de latrines sèches dans de nouvelles zones. **Agriculture** : malgré un contexte sécuritaire et économique difficile, nous poursuivrons notre appui aux familles de Juanaria. En plus de l'extension à de nouvelles zones qui devraient faire rentrer 100 nouvelles familles dans le programme, nous prévoyons d'étendre les activités de replantation d'arbres qui connaissent un grand succès et de travailler sur un modèle de gestion autonome pour la banque de semences. **Education** : les équipes poursuivront l'appui aux écoles partenaires sur les communes de Marmelade, Verrettes, Grand Goâve et Baintet (avec Concert'Action). Une attention particulière sera portée aux initiatives d'appui pédagogique menées sur les anciennes zones de Petit-Goâve, Côtes-de-Fer et Lamielle par d'anciens collaborateurs d'Inter Aide. **Santé** : le partenariat initié avec le dispensaire Sant Soley à Port-de-Paix sera poursuivi pour permettre de diminuer le coût des consultations, l'organisation de cliniques mobiles dans des zones défavorisées, et le renforcement de la gestion du centre.

GUINÉE. EHAM : l'équipe poursuivra l'action dans la commune Koumban avec une extension sur la commune de Moribaya, toujours sur les 2 axes : 1) amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement et 2) appui à la mise en place d'un Service communal de l'eau. **Santé** : l'appui aux agents villageois des communes rurales de Tinti Oulen et Mamouroudou se poursuivra. La collaboration avec l'ONG locale AUDICO pour la sensibilisation des familles sera étendue à ces 2 communes. Le renfort des postes de santé sera défini et mis en place en collaboration avec les autorités sanitaires pour accroître l'accès et la qualité de l'offre de soins.

MALAWI. EHAM : les services de maintenance des points d'eau seront étendus aux districts de Balaka et de Mangochi, où un réseau d'artisans-réparateurs et de revendeurs de pièces détachées de pompes sera développé. La méthodologie d'entretien des ouvrages intégrera la formation des comités villageois à la bonne gestion de leurs points d'eau, ainsi que la remise en fonctionnement d'équipements hors-service. **Agriculture** : les services de vaccination des poules seront étendus à de

nouvelles zones dans le district de Zomba. Un projet proposant d'étendre à plus large échelle les réseaux de vaccinateurs sera progressivement déployé avec un premier axe visant à accroître la production locale de vaccins. Les volets agricoles et agroforestiers seront étendus à de nouveaux villages, avec plus de visites d'échange pour convaincre du lien entre revenus issus du bois et gestion optimisée des plantations sur les fermes. **Santé** : l'action sera étendue à une nouvelle aire de santé du district de Phalombe, et le programme appuiera donc les soins fournis à près de 237 000 personnes. L'action sera finalisée à Mitundu au cours du premier semestre, puis initiée dans un nouveau district d'intervention (Mchinji étant pressenti à ce stade de par l'ampleur des besoins dans cette zone rurale).

MADAGASCAR. EHAM : la dynamique d'extension des services de gestion déléguée des ouvrages, assurés par les ONG locales Tehyna et Soakoja, sera poursuivie pour progressivement intégrer dans cette démarche l'ensemble des ouvrages existants ou à construire au sein des communes partenaires. Dans les communes engagées sur la maintenance, de nouveaux ouvrages seront réalisés avec les bénéficiaires pour répondre aux besoins tout en améliorant les connaissances en hygiène et assainissement. **Santé** : les actions se poursuivront sur les districts de Vondrozo, Vohipeno et Farafangana et démarreront sur celui de Vangaindrano. Sur chaque zone, chacune ayant des spécificités fortes, l'enjeu sera d'adapter les stratégies en cherchant à maximiser l'implication des services de santé et d'accompagner les agents de santé pour une meilleure offre de soin de proximité. **Agriculture** : l'accompagnement des femmes restera un axe majeur des actions, en particulier pour leur permettre d'adopter des pratiques culturales favorisant la sécurité alimentaire. Les producteurs de vanille formés et appuyés par le projet devraient vendre leur première production et améliorer nettement leurs revenus. Enfin, le reboisement de collines dégradées se poursuivra avec un nombre croissant de familles se saisissant des opportunités offertes par le projet pour restaurer leur environnement pour les générations futures.

MOZAMBIQUE. EHAM : le programme sur Monapo va se poursuivre dans la zone sud du district. L'appui aux services de maintenance sera maintenu dans les 4 districts couverts, mais avec une approche adaptée, sans intervention directe des équipes, dans les zones d'insécurité élevée. En parallèle, l'évaluation des besoins dans les districts voisins de la province de Nampula va être conduite, afin d'étendre les réseaux de maintenance à de nouvelles zones, avant d'envisager le lancement d'activités eau-hygiène-assainissement. **Santé** : après les fermetures liées au contexte sécuritaire, les équipes ont entamé une analyse des besoins dans le sud du District de Monapo et dans le District de Mongingual pour identifier les zones prioritaires où des partenariats pourraient être développés avec les centres de santé pour améliorer l'accès aux soins des familles. **Agriculture** : la prospection initiée fin 2021, ralentie par le contexte sécuritaire, sera poursuivie.

En date du 22 avril 2023, l'Assemblée Générale d'Inter Aide a approuvé ce rapport